

Cor. folio 376

N°

de l'arrêt

PP.17.03.2010

N° 3 B 2009

du parquet

N° 12/BC/2009

du greffe

ARRET

LA COUR D'APPEL DE BRUXELLES, 11^{ème} chambre, siégeant en matière correctionnelle, a rendu l'arrêt suivant:

En cause du Ministère public:

Et de la partie civile :

1004

COLLIN Marcelle, domiciliée à 1030 Bruxelles, avenue Huart Hamoir, 37/3
- représentée par Me P. Legros, avocat

contre:

1005^v

1. ASBL FRONT NATIONAL, dont le siège social est établi à 1050 Ixelles, Clos du Parnasse, 12/B32

Prévenue défaillante,

1006

2. TONNELIER Georges-Pierre, Maximilien, Marie, henri, né à Uccle, le 5 mars 1978, domicilié à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, rue François Vander Elst, 79

Prévenu qui comparaît, assisté par Me S. Courtoy, avocat

Prévenus de ou d'avoir, dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles,

A plusieurs reprises, entre le 1^{er} janvier 2003 et le 27 janvier 2005,

Les premier (ASBL Front Nationale) et deuxième (Tonnelier)

- pour avoir exécuté l'infraction ou coopéré directement à son exécution ;
- pour avoir, par un fait quelconque, prêté pour son exécution une aide telle que sans son assistance le crime ou le délit n'eût pu être commis ;
- pour avoir, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, directement provoqué à ce crime ou à ce délit ;

harcelé une personne alors qu'il savait ou aurait dû savoir qu'il affecterait gravement par ce comportement la tranquillité de la personne visée, en l'espèce Marcelle Collin, qui porte plainte ;

Vu les appels interjetés par:

- le conseil de la partie civile le 28 novembre 2008 des dispositions pénales et civiles
- le ministère public le 8 décembre 2008

du jugement rendu le 27 novembre 2008 par la 62^{ème} chambre du tribunal correctionnel de Bruxelles, lequel:

- dit que la prévention unique n'est pas établie ;

Acquitte la prévenue **ASBL FRONT NATIONAL** du chef de la prévention unique et la renvoie des fins des poursuites sans frais ;

Acquitte le prévenu **TONNELIER Georges-Pierre** du chef de la prévention unique et la renvoie des fins des poursuites sans frais ;

Délaisse les frais de l'action publique à charge de l'Etat ;

Au civil

Se déclare incompétent pour statuer sur la demande de la partie civile et lui délaisse les frais de son intervention.

Où Monsieur le conseiller ff. de président Laffineur en son rapport ;

Entendu la partie civile Marcelle Collin en ses moyens développés par Maître Legros, avocat au barreau de Bruxelles ; Vu les conclusions déposées à l'audience (1 écrit) ;

Entendu le ministère public en ses réquisitions ;

Entendu le prévenu Georges-Pierre Tonnelier en ses moyens de défense développés par Maître Courtoy, avocat au barreau de Bruxelles ;

Bien que régulièrement citée, la partie civile, l'ASBL Front National, ne comparaît pas ni personne en son nom ;

Les appels de la partie civile et du ministère public, réguliers en la forme et introduits dans le délai légal, sont recevables.

AU PENAL :

1. Les prévenus Georges Pierre Tonnelier et l'ASBL Front National sont poursuivis pour avoir harcelé à diverses reprises, au moyen d'e-mails, la partie civile Marcelle Collin, entre le 1^{er} janvier 2003 et le 27 janvier 2005.

Les faits de la prévention, à les supposer établis, constituent la manifestation successive et continue de la même intention délictueuse sans interruption pendant un laps de temps plus long que le délai de prescription de l'action publique applicable, le dernier fait ayant été commis le 26 janvier 2005.

Le cours de la prescription de l'action publique a été régulièrement

interrompu par des actes d'instruction ou de poursuite, notamment par le procès-verbal d'audience de la cour du 12 octobre 2009.

2. La cour se réfère aux éléments de fait de la cause que le premier juge a parfaitement décrits au feuillet 3, ainsi qu'au premier paragraphe du feuillet 4 du jugement entrepris.

Il convient d'observer d'emblée que, contrairement à ce que semble considérer la partie civile, le fichier au départ duquel le prévenu Tonnelier lui a adressé les messages jugés intempestifs n'est manifestement pas constitué - en tout cas pas de manière exclusive - de membres ou de sympathisants du parti Front National. C'est ainsi que figurent parmi les quelques cinq cents adresses e-mails contenues dans ce fichier (voir la pièce déposée par le prévenu Tonnelier) celles de nombreux journaux quotidiens ou périodiques qui ne sont a priori guère susceptibles d'adhérer aux opinions promues par ce parti.

3. A juste titre, le premier juge a considéré, sur le fondement de pertinents motifs qu'il énonce et que la cour approuve, que la prévention de harcèlement était insuffisamment établie à charge des prévenus.

Il convient, certes, de considérer que le fait de recevoir des messages émanant d'une formation politique dont on réproouve radicalement les opinions constitue un réel désagrément. Il n'y a pas lieu, pour autant, d'admettre qu'un tel comportement serait de nature à compromettre « gravement » la tranquillité de la personne concernée, au sens de l'article 442 bis du Code pénal.

Au surplus, cette disposition exige que l'auteur du supposé harcèlement ai su ou ait dû savoir qu'il affecterait gravement la tranquillité de la plaignante. En l'espèce, le fait que le prévenu Tonnelier a présenté des excuses à la partie civile après qu'elle ait sollicité sa désinscription du fichier n'est, de toute évidence, pas révélateur de ce qu'il aurait eu conscience d'importuner celle-ci.

Il s'ensuit que la prévention unique, déclarée non établie par le premier juge, à charge des deux prévenus, est demeurée telle devant la cour.

4. A bon escient, le premier juge a examiné une éventuelle requalification de cette prévention en infraction à l'article 14 de la loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information. Aux termes de cette disposition, l'utilisation du courrier électronique à des fins de publicité est interdite, sans le consentement préalable, libre, spécifique et informé du destinataire des messages.

La notion de « publicité » est définie à l'article 2 de la loi comme étant « toute forme de communication destinée à promouvoir, directement ou indirectement, des biens, des services ou l'image d'une entreprise, d'une organisation ou d'une personne ayant une activité commerciale, industrielle ou artisanale ou exerçant une activité réglementée ». Un parti politique n'a, à l'évidence, pas d'activité commerciale, industrielle, artisanale ou réglementée.

Ainsi qu'en a justement décidé le premier juge, il n'y a pas lieu, en conséquence, de requalifier la prévention unique en infraction à l'article 14 de la loi précitée du 11 mars 2003.

5. La partie civile sollicite, par ailleurs, à titre subsidiaire, la requalification de la prévention unique en infraction aux articles 5 et 6 d de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Le prévenu Tonnelier a expressément été invité à se défendre du chef de la prévention unique ainsi requalifiée.

La loi relative à la protection de la vie privée s'applique, notamment, à tout traitement non automatisé de données à caractère personnel contenues dans un fichier. Les données à caractère personnel s'entendent de toute information concernant une personne identifiée ou identifiable, directement ou indirectement. Il convient de préciser qu'en l'espèce, le nom et le prénom de la partie civile sont repris dans son adresse e-mail.

Par traitement de données à caractère personnel, on entend, entre autres, la collecte, la conservation, l'utilisation ou encore la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition de telles données.

7. L'article 6 de la loi s'applique au traitement de données à caractère personnel « qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions

politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, l'appartenance syndicale, ainsi que le traitement des données relative à la vie sexuelle ». Ainsi qu'il a été précisé plus haut, le fichier dans lequel figurait la partie civile n'était pas de nature à révéler, en particulier, les opinions politiques de la partie civile, dès lors qu'il n'était pas destiné à répertorier les membres ou les sympathisants du parti Front National, mais bien les personnes physiques ou morales souhaitant être informées des activités du parti, par intérêt professionnel, par sympathie ou même par simple curiosité.

8. L'article 5 de la loi n'autorise le traitement de données à caractère personnel que dans un certain nombre de cas qui ne paraissent pas rencontrés en la présente espèce. En particulier, il est nécessaire que la personne concernée par le traitement de données à caractère personnel ait « indubitablement donné son consentement », à savoir qu'elle ait manifesté une volonté libre, spécifique et informée d'accepter que de telles données la concernant fassent l'objet d'un traitement (art. 1^{er} § 8 de la loi).

En la présente cause, la partie civile conteste formellement avoir donné un tel consentement, dès lors qu'elle affirme ne pas avoir sollicité son inscription dans le fichier litigieux. En cas de contestation, il appartient au responsable du traitement des données d'établir qu'une personne qui le conteste a, sans réserves, marqué son assentiment à figurer dans le fichier.

L'article 39 de la loi punit d'une amende de cent euros à cent mille euros « le responsable du traitement », son préposé ou mandataire qui traite les données à caractère personnel en dehors des cas prévus à l'article 5 de la loi.

Par « responsable du traitement » de telles données l'article 1^{er} § 4 de la loi entend la personne physique ou morale, l'association de fait qui, seule ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens de traitement de données à caractère personnel.

En la présente espèce, il y a lieu de considérer la prévenue, ASBL Front National, comme étant la personne morale responsable du traitement des données à caractère personnel contenues dans les fichiers élaborés dans le cadre des activités du parti Front National. Les données du dossier soumis à la cour ne permettent pas de considérer que le prévenu Tonnelier aurait été désigné comme préposé ou mandataire de la première prévenue pour le traitement de telles données.

En conséquence, la prévention unique requalifiée en infraction à l'article 5 de la loi relative à la protection de la vie privée est établie à charge de la prévenue, ASBL Front National, comme ayant illicitement collecté sur un fichier des données à caractère personnel, notamment, celles relatives à la partie civile, conservé, utilisé ou communiqué ce fichier, sans le consentement de la partie civile. Ce fait infractionnel s'identifie avec celui visé à la prévention unique.

Une peine d'amende de principe sanctionnera comme il convient le comportement coupable de la prévenue, dès lors que l'infraction se limite à la personne de la partie civile.

AU CIVIL :

Il y a lieu de restreindre raisonnablement le dommage moral subi par la partie civile à un euro symbolique, eu égard aux désagréments occasionnés par l'envoi de messages non désirés à son adresse e-mail et par la diffusion de cette adresse à des organisations tierces.

Ainsi que le sollicite également la partie civile à titre de réparation de son préjudice, il y a lieu d'ordonner la publication du présent arrêt dans trois journaux à son choix, aux frais de la prévenue.

Il convient de condamner la prévenue, ASBL Front National, au paiement à la partie civile d'une indemnité de procédure de 1.250 euros pour la procédure en première instance et du même montant pour la procédure en appel.

Il y a lieu de débouter la partie civile du surplus de sa demande.

PAR CES MOTIFS, LA COUR,

Statuant par défaut à l'égard de l'ASBL Front National et, contradictoirement, pour le surplus,

Vu les articles :

- 5 et 100 du Code pénal,
- 5, 39 et 40 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la

additionnels à 550 euros (100 x 5,5) ;

Condamne l'ASBL Front National, à verser une somme de VINGT-CINQ EUROS, augmentée des décimes additionnels, soit $25 \text{ €} \times 5,5 = 137,50 \text{ €}$, à titre de contribution au Fonds Spécial pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violences.

La condamne au paiement d'une indemnité de 25 euros en vertu de l'A.R. du 11 décembre 2001.

Condamne l'ASBL Front National aux frais des deux instances taxés à 130,80 euros.

AU CIVIL :

Met à néant le jugement entrepris et, statuant à nouveau, à l'unanimité,

Condamne l'ASBL Front National à payer à la partie civile Marcelle Collin un euro symbolique, à titre de réparation de son dommage moral, à majorer des intérêt légaux et des dépens à dater du présent arrêt ;

Ordonne la publication du présent arrêt dans trois journaux au choix de la partie civile, aux frais de l'ASBL Front National.

Condamne l'ASBL Front National au paiement à la partie civile Marcelle Collin d'une indemnité de procédure de 1.250 euros pour la procédure en première instance et du même montant pour la procédure en appel.

Déboute la partie civile du surplus de sa demande.

Condamne l'ASBL Front National aux dépens d'appel, s'il en est.

Laisse à la partie civile les dépens de son appel à l'égard de Georges-Pierre Tonnelier.

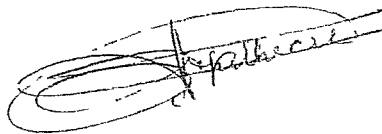
Cet arrêt a été rendu par la 11^{ème} chambre de la cour d'appel de Bruxelles composée de :

Monsieur Laffineur, Conseiller ff. de Président,
Monsieur de Haan, Conseiller,
Monsieur Simonet, Conseiller Suppléant

qui ont assisté à toutes les audiences et ont délibéré à propos de l'affaire.

Il a été prononcé en audience publique le 17 mars 2010 par

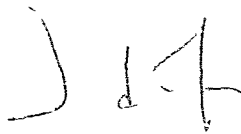
Monsieur Laffineur, Conseiller ff. de Président de chambre,
assisté par Madame Mathieu, greffier,
en présence de Monsieur Marchal, Avocat général,



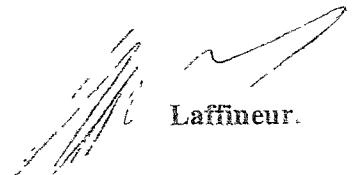
Mathieu.



Simonet.



de Haan.



Laffineur.